

RTA CHRONO

N A T O ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

NATO/OTAN, 1110 Brussels/Bruxelles • Tel.: 728 41 11 - Telex: 25-599

Telefax/Télocopieurs: 728 50 57 - 728 50 58

PRESS RELEASE (89)48

20 December 1989

STATEMENT BY THE SECRETARY GENERAL ON BEHALF OF THE ALLIES  
CONCERNING THE REPRESSION IN ROMANIA

The member governments of the North Atlantic Treaty Organization condemn in the strongest terms the repressive use of force in recent days by the Romanian Authorities against popular demonstrations. The Allies express their dismay at the serious loss of life which resulted from this action. The protests which have taken place in Timisoara and elsewhere are an obvious manifestation of broad popular discontent with the policies of the government. The systematic denial of basic human rights constitutes a violation of the Helsinki Final Act and the Madrid and Vienna Concluding Documents, to all of which Romania subscribed. The government's use of massive brutal force to suppress these demonstrations illustrates that the Romanian régime does not rule with the consent of the people. The Allies condemn the attempt of the Romanian government to suppress the aspirations of its people towards freedom and call upon it to cease its resort to repressive measures and to allow its citizens freely to exercise their fundamental human rights.

-----  
COMMUNIQUE DE PRESSE (89)48

20 décembre 1989

DECLARATION FAITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL AU NOM DES ALLIES  
SUR LA REPRESSION EN ROUMANIE

Les gouvernements des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord condamnent dans les termes les plus énergiques la récente décision des autorités roumaines, qui ont fait intervenir les forces de sécurité pour réprimer des manifestations. Les Alliés expriment leur consternation devant les nombreuses pertes en vies humaines par lesquelles s'est soldée cette intervention. A l'évidence, ces manifestations, qui se sont déroulées à Timisoara et dans d'autres villes, traduisent un sentiment largement répandu de mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale. Le déni systématique des droits de l'homme fondamentaux constitue une violation des dispositions de l'Acte final d'Helsinki et des documents de clôture de Madrid et de Vienne, auxquelles la Roumanie a pourtant souscrit. L'usage massif de la force brutale à cette occasion montre que le régime en place à Bucarest se maintient au pouvoir contre la volonté populaire. Les Alliés dénoncent cette tentative d'étouffer les aspirations du peuple de Roumanie à la liberté et en appellent au gouvernement de ce pays pour qu'il cesse de recourir à la répression, et pour qu'il permette à ses citoyens d'exercer sans entrave leurs droits fondamentaux.